

« Si cette crise pouvait être l'occasion d'un vrai bilan et d'un réveil collectif ! »

ENTRETIEN

MARCEL GAUCHET

Pour l'historien et philosophe, la crise du coronavirus agit comme un révélateur de nos failles. Elle met en évidence les carences d'un État à la fois obèse et impuissant : malgré des dépenses publiques parmi les plus élevées des pays occidentaux, la France voit son système de santé paupérisé. Le Covid-19 accuse aussi les fractures – y compris générationnelles – d'un pays divisé. Le penseur voit également, dans certains épisodes intervenus ces derniers jours, la confirmation du déreglement de l'esprit public. « La souveraineté démocratique s'est brisée en se diluant dans une gouvernance chaotique », constate-t-il. Enfin, le coronavirus révèle la faiblesse stratégique d'une « Europe ouverte » qui n'a pas été conçue pour nous protéger. Cependant, « si cette crise pouvait être l'occasion d'une vraie photographie de notre situation, elle aurait servi à quelque chose », espère Marcel Gauchet.

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE DEVECCHIO @AlexDevecchio

LE FIGARO. - La crise du coronavirus a révélé les failles d'un système de santé que l'on croyait parmi les meilleurs du monde ainsi que notre extrême dépendance envers la Chine. Comment en est-on arrivé là ?
 Marcel GAUCHET. - Sommes-nous réellement toujours parmi les meilleurs du monde ? Nous l'avons été, mais nous ne le sommes probablement plus. Entendons-nous : nous bénéficions d'un acquis historique formidable, et si on prend pour point de comparaison les pays du Sud les plus démunis, nous figurons toujours parmi les ultraprivilégiés. Mais c'est la tendance globale qu'il faut envisager. Nous disposons d'établissements de pointe qui sont au meilleur niveau mondial. Mais cette brillante zone d'excellence (qui est celle que fréquentent nos élites) cache un tableau d'ensemble moins reluisant. C'est vrai de la même façon de notre système d'enseignement. Il conserve des formations de premier plan qui continuent de sortir des chercheurs et des ingénieurs que l'on s'arrache dans le monde entier. Mais cette réussite maintenue au sommet dissimule le délabrement général. Les médecins et les soignants ne criaient pas en vain dans le désert depuis des mois et des années. Si cette crise pouvait être l'occasion d'un vrai bilan et d'une vraie photographie de notre situation, elle aurait servi à quelque chose.

Comment est-ce possible dans un pays où les dépenses publiques représentent 56 % du PIB ?
 La question est de savoir où vont ces 56 % de dépenses publiques. Le gros est absorbé, nous le savons, par les dépenses sociales. L'État dit « régaler » marginalement, tandis que l'État social grossit. C'est en fonction de cette donnée qu'on peut répondre à votre question. L'étatisme est au service du libéralisme. Ces dépenses sociales sont le prix à payer pour l'acceptation de la politique libérale. Ses dégâts sont compensés tant bien que mal par ce cataplasme social. Les prélèvements obligatoires sont l'antidote des inégalités créées par la loi du marché. C'est un cas de figure unique dans les annales : le mélange du libéralisme des élites et de l'étatisme du peuple nous vaut un record du monde de la dépense publique. Mais ce « *poignon de dingue* », comme dit notre président, va aux personnes, pas aux équipements collectifs.

Pourquoi l'Europe est-elle devenue l'épicentre de la crise sanitaire, tandis que des pays théoriquement moins développés, comme la Corée du Sud, la surmontent avec de très faibles pertes humaines et sans confinement généralisé ?
 C'est que la Corée est mieux développée que nous ne le pensions. Elle monte, tandis que nous descendons. Nous payons en Europe le prix d'un sentiment de sécurité mal fondé et d'un sens exacerbé jusqu'à l'anarchie des libertés personnelles. La discipline confucéenne est meilleure conseillère en la circonstance. Ajoutons que la proximité avec la

L'anticipation de la menace n'existe quasiment plus dans la conscience européenne,

bombe biologique que constitue la Chine incite à l'anticipation et à la prudence. Au demeurant, la situation européenne est d'une diversité parlante dont il sera intéressant de tirer le bilan. Les pays catholiques comme l'Italie ou la France se distinguent par la combinaison de l'anarchie privée et de l'autoritarisme public, là où les pays protestants se reposent davantage sur le sens de la responsabilité personnelle.

Les dirigeants européens ont-ils suffisamment anticipé la crise ? L'anticipation de la menace n'existe quasiment plus dans la conscience européenne. C'est en un sens notre privilège et cela se révèle une énorme faiblesse dans une situation comme celle-ci. La paix et la prospérité, jointes au court-termisme de la performance économique, ont évacué la dimension stratégique de l'existence politique. L'accroissement des droits individuels et des moyens matériels de chacun est devenu le seul horizon concevable. En cela, les élites ne font que répercuter l'état d'esprit des peuples. C'est d'un réveil collectif dont il s'agit.

Que révèlent les polémiques autour de la chloroquine ?
 Nous sommes en train de rejouer, du point de vue du mécanisme, l'épisode de la taxe carbone sur les carburants : consensus de l'« expertocratie » et révolte de l'opinion par le truchement des réseaux sociaux. La manière dont la science officielle a traité la proposition du Pr Raoult est ahurissante de conformisme. Comme si en situation d'urgence, il ne fallait pas tout essayer tout de suite, d'autant que les risques, en l'occurrence sont minces. Et les hésitations du gouvernement ont montré sa trop grande dépendance envers la technocratie médicale. Le politique doit évidemment s'appuyer sur elle, mais aussi savoir s'en affranchir quand l'initiative s'impose.

L'Union européenne est-elle une structure capable de nous protéger ?
 L'Union européenne ne s'est pas définie pour nous protéger, mais au contraire pour nous ouvrir sur le grand large, enfermés que nous étions dans nos espaces trop nationaux. Nous étions trop protégés, il allait falloir accepter les risques de la concurrence mondiale. Nous y sommes.

Le couple infernal du mercantilisme allemand et de la prétention française à jouer dans la cour des grandes puissances s'est montré pour une fois efficace en tirant dans la même direction, avec des arrière-pensées opposées.

Des gouvernements plutôt libéraux, comme à Paris et à Rome, sont obligés de prendre des mesures de confinement remettant en cause temporairement nos libertés individuelles. Comment expliquer ce paradoxe ?
 Il n'y a pas de paradoxe, mais une grande logique au contraire. Ce n'est pas l'orientation idéologique des gouvernements qui compte, en la circonstance, ce sont les contraintes de la situation. Face à des sociétés très indisciplinées, l'autoritarisme est le seul remède. Et c'est en outre le moyen de faire

oublier ses propres carences et faiblesses. « Puisque nous n'avons pas de masques, ni de tests, décrétons qu'ils sont inutiles et que nous avons beaucoup mieux sous la main en bouclant tout le monde à la maison. » Reste à voir jusqu'où ce cache-misère pourra tromper son monde.

Cette stratégie peut-elle tenir à l'heure de l'individualisme et de l'archipel français ?
 Pour l'essentiel, oui, je pense. Car cet individualisme n'empêche pas les individus en question d'avoir un très fort sentiment de leur vulnérabilité et de leur besoin de protection. Ils savent ce qu'ils doivent à la société qui permet leur individualisme. Pour ce qui est des zones hors contrôle du territoire, c'est une autre question.

Que révèle la crise sanitaire des fractures de notre pays ?
 Toutes les crises ont un effet de loupe. Elles grossissent des faits que l'on connaissait déjà très bien, mais elles en font aussi apparaître d'autres qui restaient peu visibles. L'inégalité entre riches et pauvres n'est pas une découverte. Il est plus agréable de passer le confinement dans une grande maison avec jardin à la campagne qu'entassé à plusieurs dans un appartement exigü.

Il était visible qu'une population jeune se sentait peu concernée par le sort de la population âgée, victime prioritaire de la maladie, pour le dire poliment,

De même l'existence de territoires où la loi commune et la discipline collective s'appliquent très mal n'est pas un scoop. On ne peut pas dire non plus que la difficulté de communication entre le personnel dirigeant et la masse de la population est une nouveauté. Il me semble toutefois qu'elle a atteint un degré préoccupant. Mais il y a une fracture que je n'avais pas perçue à ce point et que je trouve très inquiétante pour l'avenir, qui est la fracture générationnelle entre jeunes et vieux. Elle s'est manifestée en grand au travers des attitudes de défi, presque, vis-à-vis des règles de protection qu'on a observées dans un premier temps. Sans que rien ne soit dit trop ouvertement, il était visible qu'une population jeune se sentait peu concernée par le sort de la population âgée, victime prioritaire de la maladie, pour le dire poliment. Les jeunes savent bien qu'ils seront vieux un jour. En attendant, ils voient un système social qui fonctionne massivement à l'avantage des seniors, sans qu'eux-mêmes soient assurés d'en bénéficier à l'avenir. Il y a là un décalage dans les perspectives existentielles qu'il va falloir prendre très au sérieux.

Certains observateurs vont jusqu'à vanter le « modèle chinois ». La Chine peut-elle sortir gagnante de la crise ?
 La force totalitaire a toujours eu et continue d'avoir ses admirateurs. C'est le moment où jamais de se souvenir que les démocraties ont d'autres exigences. Et ne cédon pas bêtement au mirage de l'efficacité chinoise. Ne pas oublier que c'est à la volonté initiale d'escala-

noter le problème – caractéristique de ce genre de régimes – que nous devons la pandémie mondiale. Le point de départ est un Tchernobyl sanitaire qu'il a fallu ensuite compenser par des mesures policières extrêmes qui n'ont pas empêché la diffusion planétaire du virus. Les dirigeants chinois ont certainement l'intention de sortir gagnants de la crise. Ils le montrent déjà, en ne priant pas de nous donner des leçons. Eux raisonnent stratégiquement, à la différence de nos dirigeants à nous. Mais la crise a suffisamment mis en lumière cette faiblesse et notre naïveté pour provoquer un sursaut minimal. Le bas coût de main-d'œuvre va peut-être cesser de faire figure de critère ultime dans les cervelles occidentales. Peut-être les Européens vont-ils découvrir que l'anarcho-consumerisme et la vision torréfactive du monde ne fournissent pas la philosophie appropriée pour se maintenir à la hauteur de leur passé.

Quelles leçons pouvons-nous d'ores et déjà tirer de cette crise ?
 La leçon principale est la priorité qui doit être donnée à la cohésion collective, telle qu'elle est garantie par la dimension politique, par rapport au tout-économique. Arrêtons une bonne fois avec les aînés sur le postnatal. Les marchés ne font pas le travail. Leçon seconde qui découle de la première : la qualité de la vie dépend plus du niveau des équipements collectifs que des revenus individuels. Le système de santé et le système d'éducation sont ce que nous avons ensemble de plus précieux. C'est à eux que doit aller la priorité.

Si le « modèle chinois » n'est pas une option, la démocratie libérale, telle qu'elle est pensée en Occident depuis les années 1980, est-elle en train de montrer ses limites ?
 Il n'y avait pas besoin de cette crise pour observer les limites en question. Elles étaient déjà très visibles à l'œil nu.

Quelles sont ces limites ?
 Un exemple typique du déreglement des esprits et des institutions, au milieu de la crise. Des organisations syndicales de médecins saisissent le Conseil d'État, pour réclamer un confinement total, comme si leur avis, si respectable soit-il, avait la priorité absolue par rapport à la vie du pays. Le Conseil d'État, au lieu de se déclarer incompétent, comme c'eût été son devoir, l'affaire ne relevant clairement pas du droit administratif qui est son domaine, rejette le recours, mais morigène le gouvernement et lui explique ce que devrait être sa politique. Au nom de quoi ? Et le gouvernement s'aplatit comme un mauvais élève pris en faute. Personne ne semble plus savoir ce qu'est le politique, à savoir la responsabilité suprême du fonctionnement d'une société dans son ensemble, responsabilité justifiant le choix par les citoyens de ceux qui ont à l'exercer. L'idée même de la souveraineté démocratique s'est brisée en se diluant dans une gouvernance chaotique.

Après cette crise, faudra-t-il réinventer notre modèle ?
 Disons que la situation apporte une incitation supplémentaire à regarder en face les déséquilibres profonds qui l'afectent et que la pensée officielle s'obstinaît à ignorer, en dépit d'avertissements nombreux. Je crains seulement que la grave crise économique qui va suivre ne soit pas le contexte le plus propice pour un tel réexamen. Nous allons passer d'une urgence à l'autre et ce n'est pas sous ce genre de pression qu'on réinvente un mode de fonctionnement collectif. Ce sera pour plus tard, mais nous n'y couperons pas. ■

* Directeur d'études honoraire à l'École des hautes études en sciences sociales du Centre de recherches politiques Raymond-Aron, et rédacteur en chef de la revue « Le Débat », Marcel Gauchet est l'auteur de nombreux ouvrages. Plusieurs sont déjà des classiques, comme « Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion » (Gallimard, 1985) et « L'Avènement de la démocratie » (Gallimard), œuvre en quatre volumes parus entre 2007 et 2017.



FABIEN CLAREFOND